

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
- programme communiste -
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

14^e ANNEE - N° 245
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
4 au 17 juin 1977

Combattre l'opportunisme

La grève du 24 mai est une manifestation spectaculaire du terrible retard de la courbe de la lutte prolétarienne sur la courbe économique du capitalisme. La raison de ce retard tient dans le formidable amortisseur des secousses du capitalisme que constitue l'œuvre de longue haleine du réformisme social. Ce dernier a pa-

tiement tissé sur le corps du prolétariat défait par la contre-révolution stalinienne, un réseau complexe de liens entre les organisations immédiates de la classe, les catégories et groupes ouvriers, et les différentes instances de la société bourgeoise à tous les niveaux de l'entreprise et de l'Etat.

Cette œuvre contre-révolutionnaire entrave, comme un gigantesque filet, les inévitables poussées ouvrières élémentaires suscitées par l'antagonisme matériel toujours plus grand entre les classes. Elle serait impossible sans le travail conscient, actif — militant, devrait-on dire — de l'opportunisme ouvrier, artisan essentiel de la collaboration volontaire entre les classes, et par conséquent pilier fondamental, irremplaçable de la démocratie moderne. L'histoire a déjà démontré que, s'il s'avérait incapable d'accomplir cette besogne, la bourgeoisie devrait tenter d'imposer la collaboration entre les classes par la contrainte, ce qui n'est rien d'autre que le fond de la méthode fasciste de gouvernement.

Revenons maintenant aux événements présents. Voici presque un an que le gouvernement a organisé l'offensive contre le salaire afin de favoriser la restructuration industrielle, et dans l'immédiat, afin de limiter le prix des marchandises exportées sans déprécier la monnaie. Le premier atout du gouvernement réside dans le blocage des salaires dans le secteur public, où la décision se trouve entre ses mains. En revanche, dans le secteur privé, il n'existe encore aucun arsenal réglementaire fixant le taux du salaire, et ce dernier reste du domaine des multiples conventions collectives qui fixent des minima et non des maxima de salaire. Les moyens gouvernemen-

taux consistent dans la gamme des incitations et des pressions que permettent les crédits publics aux entreprises, les négociations de prix, l'organisation de la solidarité patronale et surtout évidemment l'utilisation rapide des forces de l'ordre et des milices patronales.

Face à cette situation, il est bien évident qu'il était plus difficile de faire reculer le plan Barre dans le secteur public que dans le secteur privé. Dans ce dernier, les secteurs en expansion qui, parce qu'ils sont en plein effort de guerre commerciale sur le marché mondial pour accroître leur part (comme l'automobile), prêtent le flanc à une attaque prolétarienne, auraient pu fournir une cible plus aisée à la lutte ouvrière. Une victoire partielle dans ce secteur aurait ouvert une brèche de taille dans le front capitaliste, affaibli le dispositif bourgeois et favorisé une contre-offensive d'ensemble de la classe ouvrière.

Mais évidemment une telle bataille n'aurait été possible qu'avec un état-major ouvrier qui ne fasse pas dépendre le sort de la classe ouvrière de la bonne marche de l'économie nationale et de son avance sur le marché mondial, car elle aurait entraîné un affaiblissement commercial de « notre » bourgeoisie. D'autre part, une telle bataille est inimaginable avec une direction ouvrière qui cherche la conciliation des classes : elle aurait en effet exigé d'opposer à la force, à l'orga-

DANS CE NUMERO

- Vicissitudes de l'Italie de l'après-guerre
- Sonacotra : notes pour un bilan
- L'impérialisme français, pillier de l'Afrique
- La gauche bien gardée à gauche...
- Dans le monde : Algérie, Angola, Pologne, Argentine, Chine, Suisse

nisation, à la volonté de la bourgeoisie unifiée sur ce terrain par le gouvernement, une force, une organisation, une volonté encore plus grandes, toutes choses impossibles à atteindre si l'on ne se porte pas sur le terrain de la lutte ouverte, directe et frontale de la classe ouvrière.

C'est bien la raison pour laquelle les directions opportunistes n'ont pas seulement renoncé à engager la bataille mais ont encore laissé dans l'isolement complet les détachements ouvriers qui se sont placés sur ce terrain. Ainsi les intimidations patronales et le plan Barre ne sont parvenus à faire baisser le salaire de 5 % en un an que grâce au refus de l'opportunisme de s'y opposer dans les faits.

(suite p. 2)

Le PCF et la durée du service militaire

Le programme commun avait prévu la réduction de la durée du service militaire à six mois. Le projet de « statut démocratique du soldat » déposé par le PC à l'Assemblée en 1974 avait dû reprendre cette revendication, extrêmement populaire dans le mouvement des soldats.

Il est en effet normal que ce mouvement qui naît de la résistance à la misère et à l'oppression provoquées par l'encasernement et le règlement militaire revendique la réduction de la durée du service. Bien entendu, si l'opportunisme a accepté cette revendication, c'est qu'il l'estimait compatible avec une formation des appelés suffisante pour assurer une bonne défense nationale.

Là aussi, les choses ont changé. Comme l'expliquait le PCF le 11 mai, « la question de la durée du service mérite une étude approfondie. De nombreux chefs militaires critiquent la disposition du programme commun sur ce point, estimant cette période trop courte. Nous réfléchissons sur ce point ». En fait, c'est tout réfléchi. Devant la commission de la défense à l'Assemblée, Louis Baillet a estimé qu'un an de service, c'est finalement très bien comme ça.

C'est ainsi qu'entre les exigences de la jeunesse prolétarienne et celles de l'état-major, le PCF qui prétend concilier les deux a souscrit à celles de l'état-major. On aurait pu s'en douter.

Mais il est intéressant de voir quels arguments les officiers avancent contre la réduction du service. Dans la littérature militaire, où l'on discute beaucoup de cela, les arguments qui apparaissent sont les suivants :

1) il serait fou de réduire le temps de service quand le chômage progresse : mieux vaut des chômeurs encasernés que dans la rue — un argument de nature à toucher les opportunistes droit au cœur.

2) il est vrai que six mois suffisent à former un soldat, mais pas à former des régiments prêts pour une intervention immédiate.

(suite p. 2)

DANS LE MONDE

● LA NORMALISATION SE POURSUIT EN ANGOLA. Réalité prosaïquement bourgeoise de l'indépendance aux mains d'un mouvement qui tient à la limiter à son aspect purement politique. Séparation de plus en plus claire entre le mouvement modéré, petit bourgeois cultivé — et avant tout métis — représenté par le MPLA et Neto et le mouvement plébéien, celui des masses noires prolétariées.

Ce dernier avait rêvé de l'indépendance comme d'un pas vers une transformation sociale. Cette exigence ne pouvait que rester confuse sans l'existence du parti de classe, mais elle était profondément ressentie par les masses des faubourgs de Luanda qui avaient tenté à plusieurs reprises de conduire la lutte pour leurs intérêts propres. Le MPLA avec l'aide des barbudos vient d'éliminer son aile la plus radicale, celle de Nito Alves qui n'était pas encore discréditée aux yeux du mouvement plébéien.

C'est dans le fossé qui se creuse de plus en plus entre les deux mouvements que s'ancre la nécessité du parti révolutionnaire de classe qui, en subordonnant à la perspective communiste les objectifs du mouvement présent, fasse de celui-ci un terrain de préparation de la révolution prolétarienne mondiale.

● LUTTES SOCIALES EN ALGERIE. Ce pays vient d'être le théâtre de deux mouvements sociaux. Le premier est celui des dockers d'Alger, revendiquant comme dans tous les autres pays pour la réduction du temps de travail et de meilleures conditions de travail. Comme dans tous les pays, ils ont dû imposer ces revendications par la lutte directe. Le second est celui des étudiants d'Alger, d'Oran et de Constantine pour de meilleures conditions d'hébergement, de nourriture et de transports. Et ironie ! Les étudiants arabisés ont réclamé plus d'emplois, conformément à la sacro-sainte politique d'arabisation forcée d'une population ne

(suite p. 3)

Vicissitudes de l'Italie de l'après-guerre (1)

L'Italie, comme l'Espagne et le Portugal, est un des pays d'Europe où les contradictions sociales sont les plus grandes. Mais, à la différence de ce que l'on peut observer au Portugal, où le régime salazariste est tombé depuis peu, ou en Espagne, où le processus d'élimination du franquisme suit encore péniblement

En réalité, en dépit de ce que disaient les « marxistes » qui ont collaboré à la rédaction de la constitution républicaine — comme par exemple Terracini et Basso (et Togliatti qui la définissait comme une constitution « non bourgeoise ») —, l'Italie n'a résolu aucun de ses problèmes sociaux au cours de cette phase démocratique prétendument « nécessaire » et « transitoire ». Elle n'a même pas réalisé l'ambition prosaïque d'atteindre le niveau des autres pays plus modernes, en étouffant les contradictions sociales grâce aux fruits de la politique impérialiste. On n'est pas impunément un « impérialisme en haillons » et entièrement au service d'autrui.

Il est vrai que le pays a connu, après la guerre, un développement économique important, avec un fort accroissement de la production, en particulier au cours des années 1958-1963, mais le « miracle économique » lui-même n'a été que la conséquence du boom international, grâce en particulier à l'abondance d'une main-d'œuvre bon marché, et ce « miracle » a contribué à accroître le déséquilibre interne, en plongeant l'Italie dans le tourbillon du marché international. C'est précisément dans ce cadre que s'accroissent les contradictions provoquées par le « dualisme » du développement économique entre d'un côté le secteur de l'industrie qui travaille pour le marché mondial, et qui a un haut niveau technologique, et de l'autre côté le secteur tourné vers le marché intérieur, qui a un bas niveau technique et utilise une main-d'œuvre abondante et mal payée, secteur auquel il faut joindre l'agriculture et l'artisanat.

Ce dualisme se reflète sur le marché du

son cours, en Italie, les contradictions se développent à l'intérieur du régime qui a succédé au fascisme il y a trente ans (grâce à la collaboration des partis « ouvriers »), devançant dans un certain sens (et la leçon ne doit pas en être perdue) ce qui, à un rythme accéléré, est en train de se passer dans ces deux pays.

travail : alors que le « développement » n'absorbe que dans une faible mesure le fort excédent de main-d'œuvre, il crée la demande d'une main-d'œuvre particulière, qualifiée, et il oblige les autres secteurs de l'économie à une course de vitesse inégale, provoquant ainsi la hausse générale du coût du travail. Pour la petite et moyenne industrie commence alors une course épuisante pour qu'elle puisse se développer ou même simplement survivre.

Evidemment tous les économistes mettent l'accent sur le grand drame de l'économie italienne : les « ennuis » commencent quand le coût du travail commence à augmenter, après 1961. En fait ils sont prisonniers d'un cercle vicieux : le coût du travail augmente comme contrecoup de l'augmentation du rythme de la production. La moyenne annuelle d'augmentation de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière pour la période 1954-1961 est de 8 % ; celle des salaires, de 4,5 %. En 1961 le rapport est de 10,3 à 4,4 % (tandis que commence à se produire un écart entre les salaires prévus par les conventions collectives et les salaires réels, car la croissance impose aux industriels de payer plus que ce qui a été fixé avec les syndicats, pour stimuler une production entraînée par une forte demande). De 1962 à 1965 le rapport s'inverse, pour se renverser après la crise, entre 1966 et 1968, et il apparaît donc chaque fois comme le résultat des rapports qui s'instaurent entre capital et travail sur la base de la courbe du développement économique et des possibilités de débouchés de l'économie italienne sur le marché international. Chaque fois, l'économie en sort avec une concentra-

tion accrue et, par conséquent, avec une accentuation du « dualisme » entre le grand capital (privé et d'Etat) et le petit capital, tandis que le problème de l'emploi continue à s'aggraver. Et cette dangereuse spirale ne peut évidemment que se perpétuer.

Le déséquilibre entre les secteurs, la poussée à la « consommation » dans un pays où domine la « sous-consommation », l'émigration massive du sud vers le nord du pays et du pays tout entier vers l'étranger, l'exode rural, tout cela n'est pas une conséquence du manque de développement économique, ni d'un « mauvais » développement, mais l'expression du développement capitaliste, de sa marche meurtrière dans des conditions nationales et internationales déterminées.

Ces contradictions se reflètent inévitablement sur le plan politique. Une fois dissipée l'illusion « libérale » selon laquelle le développement économique aurait résolu les problèmes — illusion qui était partagée en grande partie par le bloc politique opportuniste avec sa théorie du « second Risorgimento » et la formation d'une « vraie » bourgeoisie italienne —, l'Etat a dirigé son intervention vers la réduction de l'écart entre les différents types de développement industriel et entre les divers secteurs du développement.

Dans le domaine économique, l'intervention systématique de l'Etat s'est développée en Italie sous différentes formes : facilités accordées aux industries privées qui investiraient dans les « régions sous-développées » pas seulement du sud (et toutes les communes exhibaient avec orgueil leur pauvreté pour attirer les investissements « qui allaient don-

(suite p. 3)

Le PCF et le service militaire

(suite de la page 1)

3) En conséquence, la réduction du service entraînerait la formation de deux armées, une armée de volontaires prête à intervenir, et l'autre, faite de conscrits, sorte de « garde nationale », tout juste bonne à remplir des tâches intérieures et donc plus perméable à la pénétration de la propagande révolutionnaire, véritable foyer potentiel de subversion antimilitariste.

Cela fait trois bonnes raisons pour renoncer à satisfaire aux « rêves de jeunesse » des appelés...

Prolétaires, sachez-le bien ! Les principes qui guident cette politique sont l'ordre social et la formation d'unités prêtes pour l'intervention ! Derrière les boniments pacifistes de la gauche, le vieux cochon social-impérialiste qui se vautre dans les ordures du chauvinisme et des privilèges de grande puissance (même de second ou de troisième ordre !) n'a rien à refuser à son impérialisme !

Défense nationale...

Le PCF a tenu un meeting sur la défense nationale le mercredi 26 mai à la Mutualité. Des camarades y sont intervenus pour dénoncer les mensonges du PCF sur la nature de l'armée — en se servant de ses définitions successives de l'armée chilienne, « armée de conscription, démocratique et incapable d'un coup d'Etat » trois mois avant le coup d'Etat de Pinochet, « armée de métier, fasciste et réactionnaire » au lendemain de la tragédie — et pour dénoncer le soutien du PCF au militarisme et à l'impérialisme français.

Le journal **Libération** a cru bon, dans un article rendant compte du meeting, d'écrire que « c'est finalement un membre du PCI qui devait faire la démonstration de l'incapacité du PCF à avoir une politique de défense originale ».

La preuve qu'il est difficile de demander à ce journal de distinguer entre l'opportunisme, pilier du militarisme et le communisme révolutionnaire, adversaire de toute défense d'un Etat qu'il se prépare à abattre...

Combattre l'opportunisme

(suite de la page 1)

C'est là que l'on mesure les conséquences désastreuses sur la classe ouvrière du réformisme social et de la méthode opportuniste. Si à l'heure de la « prospérité bourgeoise », les larges masses peuvent espérer vivre, bien qu'au prix d'une exploitation et d'une oppression grandissantes, à l'heure de la crise, toutes les divisions patiemment secrétées par le long travail du réformisme social produisent leurs effets terribles : à l'heure où la production stagne, où la masse de chômeurs grandit, où le salaire baisse, le premier réflexe n'est pas encore la lutte : la réaction élémentaire de solidarité de classe se réduit à de petits groupes d'ouvriers, et les luttes véritables, qui sont soumises à l'isolement et au sabotage des bonzes, apparaissent même comme une confirmation supplémentaire de la thèse opportuniste selon laquelle la lutte ne paie pas.

C'est le **sauve-qui-peut général** : chaque catégorie ouvrière tente de défendre sa situation contre les autres, les qualifiés en tentant de se protéger contre l'inéluctable déqualification en se barricadant contre la concurrence des non-qualifiés, les hommes en s'opposant aux femmes, les adultes aux jeunes... et les jeunes aux vieux, les « nationaux » aux immigrés, les ouvriers d'une entreprise à ceux des entreprises concurrentes, ceux d'une nation à ceux des autres nations, etc. Bref, c'est la guerre de tous contre tous ! La guerre non de toutes les catégories confondues contre le capital, mais l'appel au secours des catégories qui ont quelque chose à défendre à l'entreprise et à l'Etat pour qu'ils protègent le souvenir des miettes hier distribuées contre les besoins des larges couches qui, elles, n'ont rien à défendre !

La seule issue qui reste à ces masses non encore entraînées dans la lutte réelle est le **miracle de l'augmentation du « gâteau national »** qui les soulagerait un peu de la misère et de la concurrence exacerbée. Mais ce n'est évidemment plus qu'un rêve, misérablement entretenu

par l'opportunisme, à l'heure de la crise capitaliste, de la contraction des marchés et de la concurrence déchaînée.

La grève générale du 24 mai a été par excellence l'expression du résultat catastrophique de la méthode opportuniste : pas de véritables mots d'ordre de lutte, mais le sentiment général de la possibilité d'éviter la lutte de classe par la venue d'un gouvernement de gauche. Des manifestations imposantes, mais sinistres, sous les banderoles du patriotisme commercial, du chauvinisme, de la défense de la culture, de la qualification : et, pour cette raison, des manifestations qui regroupaient avant tout les fonctionnaires, les enseignants, les étudiants, les bureaucraties syndicales de l'aristocratie ouvrière dans des délégations d'entreprises séparées par syndicats au moment même du front au sommet. Etaient absents la masse des ouvriers des catégories les plus basses, les non-qualifiés, les travailleurs immigrés, dégoûtés par ces méthodes ou prostrés par l'absence de la lutte et la pression politique et policière qui s'exerce sur eux pour prévenir toute explosion de colère.

L'immédiatisme et le spontanéisme ont, dans leur aveuglement, vu dans le 24 mai une « gigantesque démonstration de force » (c'est le titre de **Rouge** du 25/5).

Certes, c'est en croisant les bras, en arrêtant les machines que la classe ouvrière peut voir qu'elle est, en puissance au moins, une force immense ; mais cette force ne peut devenir effective qu'en dehors de l'encadrement opportuniste. Le vrai sens du 24 mai, énorme soupape de sécurité donnée au mécontentement ouvrier, et terrain de manœuvre électorale, à l'abri de la lutte de classe, est au contraire une démonstration de la gigantesque impuissance de la classe ouvrière encore dirigée et influencée par l'opportunisme.

C'est contre cette impuissance que notre parti lutte, dans la mesure de ses forces, en s'appuyant sur les effets du capitalisme lui-même qui unifie toujours plus les conditions de vie, de travail et de lutte des masses ouvrières par-dessus

les barrières de catégorie, de race, de sexe, de nationalité ou d'âge, consciemment entretenues et élevées par la bourgeoisie et ses valets. Certes, la poursuite et l'approfondissement de la crise capitaliste devront projeter les masses ouvrières sans réserves dans la lutte directe qui est pour elles une **nécessité vitale**. La crise devra aussi entraîner de larges pans de l'aristocratie ouvrière sans autres « privilèges » que le manque d'habitude de la lutte de classe dans le mouvement général.

Mais le travail pour renouer tous les fils rompus de la solidarité de classe, de l'organisation de classe, pour ressouder à la chaleur des heurts sociaux le tissu de la vie prolétarienne de classe est un travail long et difficile, à la mesure de la débâcle que la plus terrible contre-révolution a infligée au mouvement ouvrier.

Il ne suffit pas pour cela de la propagande générale, certes indispensable pour diffuser les positions du communisme révolutionnaire et étendre l'organisation du parti. Celle-ci ne peut se renforcer sans que soit engagé aussi le travail patient, souvent invisible, d'éveil aux nécessités de la lutte directe et de l'organisation parmi les larges couches de travailleurs.

Il faut également aider les ouvriers combattifs qui peuvent participer à ce travail, à surmonter les méfaits du démocratisme, de l'opportunisme, du suivisme « gauchistes » qui ne conçoivent la lutte prolétarienne que sous la direction de l'opportunisme. Il faut exalter parmi ces prolétaires le sentiment de la nécessité de la lutte contre l'opportunisme et de l'organisation par dessus les divisions politiques et syndicales et de leur responsabilité dans la constitution d'un véritable front de classe prolétarien contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, pour les besoins de la défense de la classe ouvrière.

Ce n'est pas seulement là, mais c'est aussi sur ce terrain que se préparent les conditions de la révolution communiste.

La gauche est bien gardée à gauche...

L'intensification de la préparation de la gauche démocratique à la prise de responsabilités gouvernementales entraîne nécessairement, en même temps qu'un sabotage accru des luttes ouvrières, un accroissement de la pression politique qu'elle exerce sur cette partie de l'extrême gauche dont une des caractéristiques est le suivisme à son égard. Rien d'étonnant à cela. De la même manière qu'à l'approche de nouveaux déséquilibres nationaux et internationaux, la bourgeoisie a besoin d'une opposition démocratique forte, le réformisme a besoin à son tour d'une opposition prétendument radicale, mais en fait toujours plus subordonnée à lui. Et réciproquement, de même que l'opportunisme officiel trouve dans les succès électoraux un aval pour sa perspective légalitaire et réformiste, le centrisme trouve, dans l'intérêt croissant que lui porte l'opportunisme en récompense de sa crétinisation électorale grandissante et de son lâchage de luttes cruciales comme celles des immigrés et des soldats, la sanction du bien-fondé de sa perspective de reconquête d'ailes entières de ces organisations. Il fait même de cette dernière la condition de la renaissance du parti révolutionnaire et d'une prise de pouvoir par le prolétariat.

L'entretien entre P. Viveret — transfuge du PSU promu directeur en chef de la revue du PS *Faire* — et H. Weber, de la LCR, publié dans *Politique Hebdo* du 9-5-77, illustre bien les rapports ambigus qui existent entre les deux courants : d'une part le cordon ombilical qui relie la LCR à l'opportunisme, d'autre part, l'habileté avec laquelle ce dernier exploite sa connaissance lucide des incohérences du centrisme pour le dresser et s'en servir.

Comme l'a bien compris Viveret, la LCR n'a pas une perspective cohérente de prise du pouvoir, pas plus qu'elle n'est capable d'assumer le rôle de direction qui doit être celui de tout parti candidat à la prise — pacifique ou révolutionnaire, d'ailleurs — du pouvoir.

En cas de victoire électorale de l'Union de la gauche, et alors que les contradictions au sein du PCF seront, dit Weber, « portées à l'incandescence » sous la pression des masses, quel doit être, d'après lui, le rôle de l'extrême gauche ? D'abord, de lutter pour faire prévaloir une sorte de « dualité de pouvoir qui englobe et traverse l'Etat », pour « l'extension des libertés démocratiques dans et hors l'Etat, et [...] de la démocratie directe au régime intérieur des appareils d'Etat ». Ensuite, sur cette base, de « stimuler le processus de différenciation interne [...] dans les grandes organisations réformistes afin de gagner également à la perspective révolutionnaire l'aile gauche de ces organisations ». La perspective révolutionnaire en question n'est précisée nulle part. Weber ne souffle mot ni de l'armement des ouvriers, ni l'insurrection, ni de quoi que ce soit qui rappelle une révolution véritable avec ses combats sanglants, sa destruction de l'Etat bourgeois, sa terreur, sa dictature : tout au plus, alors que la situation deviendrait critique, s'agit-il de... frapper à la porte des partis qui sont à ce moment à la tête des forces de la répression armée pour qu'ils rendent le service d'envoyer une aile gauche diriger un fantomatique processus « révolutionnaire » que la LCR est incapable de diriger elle-même.

Rien d'étonnant alors si, dans la bonne tradition de la droite réformiste des partis sociaux-démocrates du premier après-guerre, qui savait qu'un parti ne mérite ce nom que s'il vise réellement le pouvoir, et couvrait de ridicule les courants centristes qui flirtaient avec l'idée de le perdre pour mieux escamoter le problème, Viveret s'écrie : « On peut très bien faire une critique de la stratégie de l'Union de la gauche par rapport au pouvoir, ELLE A AU MOINS LE MERITE D'EXISTER ». Et d'ajouter : « Où sont les éléments d'alternative que peut offrir l'extrême gauche [...] pour faire face au problème du pouvoir ? Je ne les vois pas ». Il se paie même le luxe de dire à Weber qu'il est « fondamentalement faux de croire que l'Union de la gauche réformiste crée malgré elle une situation révolutionnaire » et qu'elle serait « incapable d'assumer cette situation nouvelle ». Il va enfin jusqu'à lui rappeler que la question du pouvoir « est l'enjeu central », et à dire à sa manière que la fameuse « démocratie à la base » est tout juste bonne à alimenter la démagogie des socialistes et à tendre la main à l'ingénuité de certains gauchismes, car en fait elle « ne règle pas des questions [...] décisives comme l'inflation ou l'emploi [c'est-à-dire le besoin d'une politique économique centralisée : adieu auto-gestion !], la défense ou l'environnement in-

ternational [c'est-à-dire la question des corps spéciaux de répression et de l'armée, ainsi que de la politique internationale de l'Etat] ».

Certes, ce que Viveret ne peut pas dire, c'est que la LCR entretient la confusion entre pénétration de l'Etat et destruction de l'Etat, et substitue à la reconstitution du parti de classe la « recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier », cette version new-look du refus historique du centrisme vis-à-vis de la scission irréversible d'avec le réformisme et l'opportunisme ouverts. Mais il montre cependant sa supériorité politique, qui tient précisément à ce que le réformisme qui n'a pas honte d'être ce qu'il est, sait clairement qu'il n'y a pas de pont possible entre réformisme et révolution.

Cette supériorité se manifeste également lorsque Viveret, après avoir démolé comme mythique la perspective de la LCR, l'utilise à son tour précisément pour réclamer d'elle une discipline envers la gauche au gouvernement, au nom du chantage habituel sur le thème des « divisions qui ne profiteront à la bourgeoisie », comme au Portugal et au Chili. Et le centrisme, prisonnier qu'il est du rêve du « meilleur gouvernement » comme préalable à la révolution, reniant même les quelques mots que la Ligue avait pu dire dans le passé sur le rôle antiprolétarien de l'opportunisme dans ces deux pays, donne à l'Union de la gauche toutes les garanties sur sa sagesse à venir : « Lorsque la gauche va accéder au pouvoir, nous n'allons pas nous lancer dans des surenchères démagogiques. Nous soutiendrons toutes les mesures conformes aux intérêts des travailleurs [comme s'il ne s'agissait pas de les arracher contre elle !] Nous SOUTIENDRONS MEME LE GOUVERNEMENT d'Union de la Gauche, en particulier contre les coups de la réaction, aussi longtemps du moins qu'il n'assumera pas un rôle OUVREMENT répressif contre le mouvement des masses. Il est évident que notre préoccupation ESSENTIELLE sera d'éviter une défaite d'ensemble du mouvement ouvrier et donc aussi une DEFAITE DES REFORMISTES [...]. En conséquence, dans la mise en avant de nos objectifs de lutte alternatifs, nous tiendrons le plus grand compte de la réalité des rapports des forces ».

Ces déclarations montrent, quelles que soient les oscillations ultérieures de ce courant, ce que devra nécessairement être le rôle contre-révolutionnaire du centrisme de la LCR, prêt à soutenir un gouvernement des agents « ouvriers » de la bourgeoisie tout en continuant sa démagogie trompeuse à l'égard du prolétariat.

A propos du 24 mai

La manifestation qui s'est déroulée à Marseille le 24 mai symbolise bien la « grande unité » réalisée aujourd'hui.

Dans l'imposant défilé, prenaient place les traminots qui font des grèves tournantes depuis le mois de mars pour faire fléchir l'intransigeance du patron de la région qui n'est autre que le maire socialiste de la ville, Gaston Defferre.

Dans le cortège défilaient aussi les employés communaux. Le haut-parleur portatif de la CFDT clamait à tue-tête : « Libertés syndicales à la mairie » et on pouvait lire ce même mot d'ordre sur la banderole de la CGT.

N'empêche ! A la portée d'un coup de pied au cul de là, en tête de manifestation, paradaient les élus municipaux, dont le maire ! Exploiteurs et opprimés, opprimés et opprimés, en plein conflit et défilant cependant ensemble dans le calme, la dignité, l'esprit de responsabilité, tous unis, mais contre quoi ? Sans doute pas contre le capital ! Pour le progrès en général, la liberté en général et l'unité en général ! C'est ça, messieurs, la démocratie !

Autre fait hautement symbolique de cette journée : dans le pléthorique défilé de Marseille, ému par l'espoir de la victoire de l'union de la gauche, la banderole demandant la suppression de la prison clandestine d'Arcen n'entraînait que ses porteurs ou à peu près. Même spectacle désolant à Paris où, si les cortèges de flics groupant aussi bien les membres des syndicats de flics en tenue, en civil et même de CRS criant « la police au service des travailleurs », étaient largement accueillis, celui des travailleurs antillais dénonçant le colonialisme ne rencontrait pratiquement aucun écho.

C'est d'une autre unité dont a besoin la classe ouvrière, une unité sur des bases de lutte de classe.

RÉUNION PUBLIQUE A STRASBOURG

Le vendredi 24 juin, 20 h 30, Maison des Syndicats, 1, rue Sédillot

Question féminine et lutte de classe

RÉUNION PUBLIQUE A TOULOUSE

Vendredi 10 juin, 21 heures, Cité de l'Arsenal, Bât. C.

Impérialisme français hors d'Afrique !

L'impérialisme français, pilleur de l'Afrique

Une thèse colportée par la gauche social-impérialiste et qui fait des ravages jusque dans l'extrême gauche est que l'impérialisme français agirait en Afrique comme tête de pont de l'impérialisme américain. Cette thèse est commode car elle permet de concilier la critique de l'impérialisme avec le chauvinisme. Mais elle tourne le dos aux exigences de la lutte prolétarienne pour cette autre raison qu'elle ignore le facteur subversif que représente pour l'impérialisme français la « déstabilisation de l'Afrique » et qu'elle sous-estime — quand elle ne l'ignore pas — la responsabilité historique du mouvement prolétarien dans la métropole.

La série de réunions publiques que nous avons tenues à l'occasion de l'intervention française au Zaïre a contribué à démolir cette thèse opportuniste en faisant simplement référence à quelques données matérielles que nous repreneons synthétiquement ici, mais qui seront exposées plus complètement dans le prochain numéro de notre revue théorique **Programme communiste**.

La seconde guerre, en affaiblissant les deux grandes puissances impérialistes en Afrique, la Grande-Bretagne et la France, a permis la vague des indépendances qui a successivement embrasé l'Afrique du Nord dans les années 50 puis l'Afrique noire centrale au tournant des années 60, et enfin l'Afrique australe aujourd'hui ravagée par l'incendie. Ce puissant facteur historique a certes rompu le monopole colonial franco-anglais mais n'a pas éliminé les deux compères.

Si l'on prend les statistiques du commerce international fournies par l'OCDE, on remarque que la France reste de loin le premier fournisseur du continent africain : ce dernier a acheté en 1976 à la France 17 % de ses fournitures, les parts des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne étant identiques et voisines de 10 %. Mais si l'on prend la part de l'Afrique dans les exportations de ces Etats, la distance entre la France et les autres impérialismes est encore plus grande puisqu'elle s'élève en 1976 à 15 % pour la France, 11 % pour la Grande-Bretagne, mais 5,5 % pour l'Allemagne et 4,5 % pour les Etats-Unis, parts toutes en très légère augmentation par rapport à 1967 sauf pour la Grande-Bretagne. Tout ceci démontre l'intérêt que représente le marché africain pour l'impérialisme français, qui a réussi à compenser la rupture du monopole colonial par une expansion hors de sa zone d'influence traditionnelle.

Pour ce qui est des ventes de l'Afrique au monde, ce sont les Etats-Unis qui tiennent la palme puisqu'ils absorbent 20 % des ventes totales de l'Afrique en 1976 (l'Allemagne 13 %, la France 11 % et la Grande-Bretagne 9,5 %).

Cependant, si l'on considère la place que tient l'Afrique dans les achats des grands

pays impérialistes, la Grande-Bretagne et l'Allemagne font en gros 7,5 % de leurs achats à l'Afrique, la France et les Etats-Unis 8,5 %, alors que les chiffres respectifs pour ces deux derniers pays étaient de 15 % et de 3,5 % en 1967. Ceci est dû à deux phénomènes : seuls les Etats-Unis sont de taille à avaler les fabuleuses richesses de l'Afrique au moment où la France diversifie ses achats. Cependant, malgré tout, l'importance relative des richesses africaines est encore la même pour les deux pays.

Mais qui, en fin de compte, fait le commerce le plus juteux avec l'Afrique sinon l'impérialisme français dont les ventes s'élèvent au double des achats et qui, grâce à l'appartenance de nombreux pays à la zone franc, parvient à limiter substantiellement son déficit en dollars et en marks ?

Si nous étudions maintenant les investissements directs en Afrique, il y a évidemment la place prépondérante de la Grande-Bretagne. Les chiffres de l'OCDE permettent d'évaluer l'ensemble des investissements directs des pays industrialisés à 12,5 milliards de dollars en 1967 et à 22 milliards en 1975. Sur ces chiffres la part de la Grande-Bretagne reste stable (le tiers du total), mais ses capitaux sont essentiellement en Afrique australe ; les parts de la France et de l'Amérique, égales en 1967 (17,3 %) varient très légèrement au profit des Etats-Unis, la France restant vraisemblablement encore le premier investisseur étranger en Afrique du Nord et en Afrique centrale. Il est à noter que si la percée américaine s'est faite à partir de 1960, l'Allemagne n'a commencé à investir que ces dernières années.

Mais si on regarde les données financières, là aussi, non plus du point de vue de l'Afrique mais du point de vue des pays impérialistes, les statistiques de l'ONU démontrent qu'en 1970, l'Angleterre et la France avaient 27,5 % de leurs investissements directs à l'étranger en Afrique, alors que les chiffres correspondants sont respectivement 4,5 % et 6 % pour l'Amérique et l'Allemagne. Pour l'Angleterre, 22 % de tous les capitaux à l'étranger sont en Afrique australe et pour la France 24 % en Afrique du Nord et centrale. Autant dire l'importance de ces régions pour l'impérialisme français, importance qui apparaît encore plus clairement dans le fait qu'en 1968-69 près de 67 % des filiales françaises existantes dans les pays sous-développés étaient en Afrique, les chiffres respectifs pour l'Angleterre, l'Allemagne et l'Amérique étant de 40 %, 22 % et 8,5 %.

De tous ces chiffres ressortent des conclusions non équivoques :

- la première est que l'impérialisme français est un des principaux pilleurs et exploités de l'Afrique ;

- la seconde est qu'il est économiquement, commercialement comme financièrement l'impérialisme le plus attaché à l'exploitation de l'Afrique.

- la troisième est que le recul économique de la Grande-Bretagne et de la France s'accompagne avant tout de la pénétration américaine, tout à fait secondairement encore allemande, et très peu encore japonaise. Le fait central en ce domaine est que du point de vue français, c'est l'Amérique qui est le principal concurrent et donc le principal danger pour les positions françaises, quelles que soient les convergences existant sur d'autres plans.

L'atout essentiel de l'impérialisme français dans la bataille économique reste le monopole politique sur les anciennes colonies, Algérie exceptée, où la coopération technique, la présence française a augmenté et non diminué depuis l'indépendance. Tous ces Etats sont non seulement dans la zone franc, mais ils sont liés à l'impérialisme français par des « accords militaires » qui leur ont été imposés. Il est inutile de chercher ailleurs l'explication de l'amour des « dirigeants francophones » pour la France éternelle : il n'y a là aucun amour, il n'y a que l'hommage servile des larbins pour le maître.

Mais il serait faux de s'imaginer que l'impérialisme français se tient, au plan économique, seulement sur la défensive en Afrique. Il cherche en effet à pénétrer partout et à profiter de la rupture du monopole colonial des autres impérialismes pour étendre sa zone d'influence : au nord, c'est le cas du Sahara espagnol ; c'est le cas de l'Egypte où il tente de revenir et du Soudan où il cherche à s'étendre ; au centre, c'est le Nigeria : il suffit de rappeler que l'impérialisme français avait 100 millions de dollars investis au Biafra au moment de la guerre et qu'il reste aujourd'hui le 3^e investisseur dans cet immense pays ; c'est le cas à Cabinda qui intéresse énormément ; c'est enfin et surtout le cas de l'Afrique australe où sa présence est faible mais grandit, grâce à sa pénétration au Zaïre et aux ventes d'armes et d'usines à l'Afrique du Sud. L'impérialisme français, si sa place tend à diminuer globalement en Afrique, cherche cependant à la maintenir par sa présence politique, semi-coloniale mais aussi en devenant sur le plan économique un impérialisme pan-africain.

Cela permet d'éclairer l'avenir et confirme la thèse que nous avons soutenue lors de l'intervention au Zaïre : cette politique n'est pas celle du passé, mais celle de l'avenir. Voilà qui fonde l'exigence politique absolument fondamentale de la dénonciation de l'impérialisme français et de ses valets, les partis social-impérialistes.

(à suivre)

DANS LE MONDE

(suite de la p. 1)

parlant pas dans sa majorité cette langue, politique qui heurte d'autre part les lois économiques exigeant, vu la couardise du régime envers les castes traditionnelles qui limitent le développement du marché intérieur, toujours plus d'intellectuels parlant... le français. Harmonies du socialisme national et islamique !

- LA REPRESSION DES OUVRIERS POLONAIS CONTINUE. Le fait que les intellectuels des pays de l'Est cherchent à prendre appui sur le mouvement ouvrier pour faire valoir leurs intérêts mesquins derrière la revendication de « liberté en général » ne doit pas faire oublier qu'il existe à côté d'une opposition démocratique et mystique aux régimes de l'Est un mouvement dont le point de départ est authentiquement prolétarien.

Il y a une manière de contribuer à ce que les prolétaires polonais se libèrent de l'influence de l'intelligentsia réactionnaire et de l'Eglise, c'est qu'ici la solidarité ne se fasse pas sur la base de la défense des « droits démocratiques en général » (campagne toujours susceptible de se mettre à la remorque des anticommunistes de tous bords et des partisans du camp anti-russe que le prolétariat n'a pas plus à défendre que l'autre camp), mais sur la base de la solidarité de classe avec les victimes de la lutte prolétarienne contre l'ennemi de partout, le capital et ses Etats, quel que soit leur maquillage idéologique.

- ENCORE SUR LA VOIE ARGENTINE. « L'ensemble des interlocuteurs rencontrés, écrit un correspondant dans L'Humanité du 20-5, radicaux, péronistes, socialistes, communistes, acceptent les principes généraux énoncés par le général Videla ». Il poursuit en souhaitant que la « convergence civile et militaire » se fasse « sur un pied d'égalité ». Evidemment, les militaires sont au pouvoir et le PC est interdit et, comme le signale Le Monde du 28-5, non entièrement épargné par la répression.

Le fait que l'Argentine vaille le Chili n'est pas de nature donc à troubler les « convergences ». Plutôt craver que de troubler l'ordre en vigueur ! Telle est devenue la devise des héritiers de Staline...

Lisez et diffusez
Kommunistisches
Programm

Chroniques chinoises

● Prolétaires, au travail !

Au cours de la conférence nationale sur l'industrie qui s'est achevée à Pékin le 14 mai dernier, le président du PCC, Hua Kuo-feng, a constaté que la « base matérielle » de l'économie chinoise n'était pas assez solide et il a appelé à une intensification des efforts pour développer les forces productives. Il faut, a-t-il dit, de la discipline et de l'abnégation. Ainsi les travailleurs ne devraient, par exemple, se soucier ni de leur niveau de salaire ni de savoir « si les heures de travail sont longues ou brèves » ou s'ils accomplissent leur tâche à titre volontaire ou parce qu'elle leur est assignée (Le Monde du 15 mai 1977). D'après le même compte rendu la politique d'investissements, c'est-à-dire le dosage entre accumulation [capitaliste... NdR] et distribution n'aurait été définie que très vaguement pour l'avenir.

Sur ce point cependant le Financial Times du 26 mai apporte quelques précisions quant au passé : « Dans l'ensemble, la population ne semble guère plus prospère qu'en 1965 (date de la dernière visite en Chine de l'auteur de l'article), les profits de l'industrie n'ayant pas été distribués aux ouvriers mais réinvestis. [...] Quand on leur pose la question, des ouvriers dans les villes disent que le niveau de leur salaire est resté le même qu'il y a 12 ans » (environ 60 yuan par mois, c'est-à-dire selon le Financial Times, l'équivalent de 19 livres, soit 160 francs). Et l'article ajoute : « Le mécontentement dû au fait que les salaires sont restés au même niveau a joué un rôle important dans les troubles des dernières années ».

Vouloir amener la Chine, comme le souhaitait Chou En-lai et comme l'a redit Hua Kuo-

feng, au rang des pays industrialisés avant la fin du siècle implique nécessairement une pression formidable sur la classe ouvrière, de même nature que la pression que les pays développés exercent sur « leurs » travailleurs pour conserver leur rang dans la compétition internationale.

A ce sujet (voir le Financial Times du 6 mai), le Quotidien du Peuple vient de faire une intéressante déclaration de... collaboration : « Chaque nation, chaque pays qui se développe est destiné à absorber et à tirer parti des fruits de la recherche scientifique et technique des autres nations et des autres pays ». C'est pourquoi, ajoute le journal du parti chinois : « Le mépris aveugle et le rejet total de tout ce qui est étranger est anti-marxiste et anti-scientifique ».

Conséquence ? : « Nous voudrions apprendre les points forts de chaque nation. Nous voudrions apprendre tout ce qui est authentiquement bon et utile tant sur le plan politique (!!!), économique, scientifique et technique que pour ce qui concerne la littérature et l'art, et nous ferons toujours ainsi. C'est cela l'approche scientifique du marxisme ».

Du marxisme à la sauce chinoise.

● Pékin et l'Afrique

Le Monde, organe de la France démocratique et impérialiste jubile : « La Chine approuve vigoureusement la politique française en Afrique » (voir le n° des 22-23 mai de ce journal). Selon Chine nouvelle du 21 mai, l'intervention au Zaïre n'est rien moins que légitime puisqu'elle « avait pour but de préserver la sécurité de l'Europe occidentale et ses intérêts en Afrique ». Pékin se félicite en outre de « la tendance des pays ouest-européens et africains à renforcer leur unité dans la lutte contre l'hégémonie face à l'intensification de l'agression et de l'expansion soviétiques en Afrique ». Peut-on se faire défenseur plus ardent du statu quo impérialiste ?

Vicissitudes de l'Italie

(suite de la p. 1)

ner du travail », subventions et prêts pour les investissements dans le Mezzogiorno ; constitution d'entreprises avec participation d'Etat qui devaient montrer la voie aux investissements privés ou se charger d'investir elles-mêmes à la place des capitalistes privés. C'est ainsi que le capitalisme et la bourgeoisie acquièrent en Italie un caractère de « protégés » et ont des liens de clientèle de plus en plus marqués avec leur propre Etat. C'est dans cette logique qu'on voudrait forcer le prolétariat à entrer en exaltant les avantages et les « garanties » d'un système de ce genre.

Le moins que l'on puisse dire c'est que tout ce déploiement d'interventions non seulement n'a pas atteint les objectifs politiques prévus, mais a encore accru le déséquilibre et renforcé le « clientélisme ». Ce n'est pas du tout un pouvoir inefficace qui a lancé systématiquement ce « clientélisme », mais l'« héroïque » et très efficace Mattei qui, en réunissant une institution fasciste, y a apporté un dynamisme économique d'autant moins scrupuleux que tous les moyens utilisés — parmi lesquels la subvention à un secteur entier de la presse, la corruption de certains journalistes, les versements réguliers d'argent aux partis politiques — ne visaient pas des fins personnelles et privées mais étaient soumis au capital national.

Bref, la tendance à corriger l'économie au moyen de l'intervention « sociale » en a aggravé les contradictions, même si pour une certaine période elle peut les avoir retardées, et la lutte politique en Italie est aujourd'hui plus qu'hier une lutte pour le contrôle de ces puissants leviers économiques.

La part du secteur public est passée de 19 % en 1961 à 49 % en 1972. Dans l'industrie, en ne comptant que les entreprises à participation d'Etat, c'est-à-dire sans les services de l'Etat, on est passé de 16 à 31 %. Mais le nombre des emplois n'a augmenté, dans le même secteur, que de 4 %.

L'objectif principal, la fameuse industrialisation du Mezzogiorno, a bien entraîné un

dépassement des investissements fixés, mais les résultats ont été l'inverse de ce qu'on attendait : « La part des entreprises publiques dans les investissements dans le Mezzogiorno a augmenté de 15 à 26 %, mais le nombre des emplois dans la région n'a augmenté que de 3 à 4,3 %, ce qui montre encore une fois que leurs activités requièrent une intensité élevée en capital » (1).

En d'autres termes, ce n'est pas quand le capital est « intensif », efficace, que les investissements créent le plus d'emplois.

Sur le plan proprement politique, ce qui a été mis à l'ordre du jour, ce sont les « réformes » dues à l'énorme retard de la superstructure et des « services sociaux » par rapport aux changements de structure. En particulier le problème du logement fut abordé tout de suite après la fin de la guerre et les investissements dans ce secteur furent plus importants que dans d'autres pays. Mais cela n'a pas empêché que les dépenses de loyer aient été en forte hausse et que la crise du logement soit due non pas au manque d'« offre », mais à l'impossibilité de satisfaire la « demande » étant donné les prix sur le marché. Cependant, c'est dans la construction d'écoles, d'hôpitaux et dans tous les services sociaux (autrefois dit là où domine nécessairement le « capital improductif ») que les structures gardèrent tout leur retard. Le responsable est vite trouvé : ce n'est pas le capitalisme dans son ensemble qui est obligé, malgré ses préceptes keynésiens, de négliger ce secteur, mais la formation politique qui a géré pendant 30 ans le capitalisme italien, la Démocratie Chrétienne. On propage une nouvelle illusion réformiste, à savoir qu'avec une gestion différente, honnête, non clientéliste, etc., on pourrait réaliser au moins les réformes les plus urgentes. Voilà le terrain sur lequel se rencontrent toutes les forces politiques de gauche.

(à suivre)

(1) Les données économiques sont tirées du livre de G. Podbielski, Storia dell'economia italiana 1945-1974, Bari, Laterza, 1975, p. 182 et Tab. 4.

Lisez et diffusez
EL PROGRAMA COMUNISTA

A propos de la grève des loyers dans les foyers SONACOTRA (3)

Quelques notes pour un bilan

Depuis plus de deux ans, les résidents en lutte des foyers Sonacotra tiennent bon sur leurs revendications — réduction de 100 F des loyers et blocage; droit de visite, de réunion et d'expression; statut de locataires et non de résidents; renvoi de tous les anciens gérants et leur remplacement par des concierges; reconnaissance du comité de coordination et des comités de résidents — auxquelles se sont ajoutées, depuis, le retour de tous les expulsés et non aux saisies-arrêts.

Alors que la bourgeoisie a encore durci ses attaques et que les directions syndicales sont allées encore plus loin dans le sabotage (avec les négociations globales engagées avec la Sonacotra pour mettre les résidents devant le fait accompli), le moment actuel est particulièrement difficile. Sans doute, le courage et la détermination des résidents ont-ils contraint le Conseil d'Etat à reconnaître comme « illégaux » les expulsions d'avril 76 et à en suspendre sept jusqu'à ce que la procédure « normale » ait suivi son cours; la mobilisation, bien qu'encore insuffisante, a contraint dans certains cas la justice bourgeoise à refuser de prononcer les saisies-arrêts réclamées par la Sonacotra. Mais de tels résultats ne sont que partiels et provisoires. La bourgeoisie ne vient-elle pas, récemment, d'expulser à nouveau, et de manière tout aussi expéditive que l'an dernier, 28 résidents grévistes sous prétexte d'usage de faux papiers ?

Pour que la lutte puisse aller de l'avant, et aussi pour qu'elle puisse servir à tous les prolétaires, il est indispensable de tirer un bilan de l'action passée, en particulier des obstacles auxquels elle s'est heurtée. C'est à cette réflexion que ces quelques notes voudraient contribuer, et y contribuent de leur côté nos camarades qui participent aux comités de soutien.

*

La lutte des résidents des foyers Sonacotra est une lutte qui intéresse tous les prolétaires : elle est une lutte, dans un secteur particulier, contre une exploitation et une répression que la classe ouvrière subit tous les jours, au niveau du logement, comme à celui du travail et de tous les aspects de sa vie. La riposte brutale de la bourgeoisie a bien montré qu'elle n'entendait pas céder facilement et que derrière la Sonacotra et son PDG il y avait en réalité tout l'appareil d'Etat — gouvernement, police, justice, préfectures, municipalités... — et tout le patronat solidaire. Devant la lutte des ouvriers résidents de la Sonacotra, la bourgeoisie a réagi comme classe. C'est qu'au-delà des intérêts économiques (le FAS est là pour éponger le déficit de la Sonacotra, dans lequel la grève n'entre d'ailleurs que pour 10 %), elle a senti que des principes vitaux étaient en jeu. Pour faire céder la Sonacotra, les résidents avaient utilisé des armes qui sont les armes spécifiques des prolétaires, en s'unissant et en s'organisant sur le terrain d'une pression collective, par-dessus les limites des races et des nationalités, en cherchant à étendre leur lutte à tous les foyers gérés par la même société, en défendant son caractère unitaire et centralisé, en sollicitant une solidarité extérieure, en combattant les manœuvres de l'opportunisme. La bourgeoisie a senti que ce petit foyer de résistance ouvrière contient un ferment pour une résistance de classe, de toute la classe, à l'aggravation de ses conditions de vie et de lutte. C'est ce danger, en premier lieu, qu'elle a voulu prévenir. Réprimant les grévistes de la Sonacotra, la bourgeoisie visait à travers eux toute la classe.

Le grand problème des luttes revendicatives actuelles, c'est que, pour la plupart, elles vivent et meurent sans laisser une trace du-

rable pour la préparation de ce front de combat des prolétaires qui seul pourra permettre une défense efficace de la classe. L'isolement des résidents en lutte n'est qu'une manifestation parmi d'autres de la division entretenue dans la classe ouvrière par les partis et directions syndicales opportunistes, en même temps qu'il fait ressortir le besoin de renouer avec les traditions de la solidarité prolétarienne. L'union forgée dans l'action, au sein des foyers Sonacotra, entre les ouvriers, est un résultat important, qu'il est indispensable de renforcer et d'étendre, au-delà des limites de la Sonacotra, dans le sens d'une solidarité active, y compris sur le terrain de la lutte directe, et, auparavant, de sa préparation, du plus grand nombre possible d'ouvriers : c'est une exigence d'efficacité. D'autre part, pour que cette lutte puisse, au-delà de son issue immédiate, servir à préparer de meilleures conditions pour celles de demain, il est indispensable que s'en dégage une avant-garde qui apprenne à reconnaître dans le problème des résidents de la Sonacotra un problème qui n'est pas spécifique mais qui est celui de toute la classe ouvrière, une avant-garde qui devienne un ferment de lutte et d'organisation partout où il y a des prolétaires, parce qu'elle aura su assimiler les leçons générales de cette lutte : à savoir que face à l'exploitation et à la répression bourgeoises les prolétaires ne peuvent compter que sur la force qui est potentiellement la leur — celle que donne « le nombre, quand il est uni par l'organisation et guidé par la connaissance » —, jamais sur la classe ennemie ni sur ses agents « ouvriers » et les méthodes qu'ils prônent.

*

L'efficacité de la lutte tout autant que la clarification politique et l'assimilation des méthodes de classe par un cercle, même restreint, d'ouvriers, sont entravées par l'écran que constituent les orientations politiques des différents groupes qui, au lieu d'aider les travailleurs à se placer sur un terrain de classe, tendent, d'une manière ou d'une autre, à les entraîner dans les impasses du suivisme ou de l'interclassisme, et à les enfermer dans les limites de la catégorie et de l'immédiat.

Le déroulement même de la lutte a montré l'impuissance d'une première orientation : celle de groupes suivistes, comme la LCR et l'OCT, qui font reposer toute leur tactique — et leur stratégie — sur l'espoir d'un appui de l'opportunisme aux luttes ouvrières, espoir au nom duquel ils sont prêts à toutes les compromissions, et doivent en venir, un jour ou l'autre, à désertir la lutte. C'est ainsi que l'an dernier, à Bagnolet, au moment où PCF et CGT amorceaient les manœuvres qui allaient les amener à briser temporairement le mouvement sur le plan local, les éléments LCR et OCT qui participaient au comité de soutien s'opposèrent constamment à ce que celui-ci mette en garde les travailleurs contre ce sabotage prévisible sous prétexte de les « laisser faire leur expérience », quitte après, quand il était trop tard, à se livrer aux plus vives offensives verbales contre une trahison à laquelle ils avaient laissé le champ libre. De même ils n'avaient pas hésité, au début, à accepter l'exclusion du comité des militants de l'UCFML, exclusion réclamée par les bonzes locaux de la CGT comme préalable à leur propre adhésion, sans même se rendre compte qu'en capitulant devant ce genre d'exigences ils contribuaient à affaiblir le comité et à préparer de nouvelles exclusions. Finalement, que peuvent faire dans une lutte dont la direction, au moins au niveau central, a montré sa ferme volonté de ne pas se laisser prendre à la démagogie du PC et des bonzeries syndi-

cales, des groupes qui ont fait de l'unité avec eux un principe ? Pas grand chose. Et effectivement, ils ont fini par se désintéresser pratiquement de la lutte.

Les résidents les plus combatifs montrent pour la plupart à l'égard du suivisme de la LCR et de l'OCT une saine répugnance. Reste le problème de lutter efficacement contre l'opportunisme politico-syndical. Or cette lutte est encore entravée par un autre obstacle : c'est l'orientation sectaire de ceux qui (l'UCFML par exemple, entre autres groupes maoïstes) confondent les appareils syndicaux avec les ouvriers syndiqués (ou les partis social-chauvins avec les travailleurs qui, trompés, y croient encore). Une telle orientation amène ces groupes à détourner les travailleurs en lutte de tisser des liens avec des ouvriers syndiqués. C'est se priver d'un moyen capital de faire connaître et d'obtenir un soutien à la lutte parmi les ouvriers organisés ; et c'est, sous prétexte de « révolutionnarisme », renoncer à tout un champ de lutte contre l'opportunisme.

Plus généralement, la réticence de la plupart des groupes maoïstes qui participent au soutien, à mettre l'accent sur la solidarité de classe est le reflet de leur orientation interclassiste (alors qu'elle résulte plutôt, chez les groupes suivistes, de la crainte d'empiéter sur la chasse gardée des syndicats). Les ML voient dans la lutte de la Sonacotra la lutte d'une « composante du peuple ». C'est précisément leur vision politique populiste qui les amène à orienter les ouvriers vers un appel indiscriminé au soutien de toutes les couches « populaires », et vers des méthodes démocratiques, non prolétaires, tendant à stériliser le potentiel classiste de la lutte.

Il est symptomatique des limites actuelles du mouvement et de sa difficulté à se placer de façon conséquente sur un terrain de classe, que les ouvriers du comité de coordination, s'ils sont prévenus, pour la plupart, contre les manœuvres des partis opportunistes et directions syndicales, ne sont pas aussi armés contre la démocratie petite-bourgeoise ici, ni contre les classes dominantes de leurs pays d'origine. Ainsi, le comité se proposait récemment d'inviter au prochain meeting de soutien les ambassadeurs des pays « du tiers monde », comme si les ouvriers ne se heurtaient pas, là-bas, à leurs propres Etats et comme si les Amicales qui sont à leur service n'avaient pas tout fait, ici, pour briser la lutte en menaçant les ouvriers de représailles à leur retour.

Ce ne sont pas des groupes comme HR — chauvins jusqu'à la moëlle — qui peuvent aider les ouvriers immigrés à mener jusqu'au bout la rupture d'avec leurs bourgeoisies, rupture dont un premier pas a été fait par l'union dans la lutte entre prolétaires de différentes nationalités. Mais le fait que des orientations politiques bourgeoises influencent en partie la direction du mouvement malgré les barrières élevées entre comités de résidents et comités de soutien suffirait à montrer qu'il est vain de croire s'en protéger par des recettes formelles. L'autonomie ouvrière n'est nullement garantie, comme l'affirme par exemple la « Cause du Peuple », par le fait qu'on interdise « durant la lutte l'expression des groupes politiques dans les foyers, ferment de division » (n° 14, mars 77) et qu'on réduise à « populariser la lutte ». L'autonomie de classe (non « par rapport à tout parti politique » mais par rapport à la bourgeoisie, et à ses Etats !) se conquiert ; elle suppose que participe à la lutte une force qui l'orienté suivant des critères de classe et à la lumière des intérêts historiques du prolétariat, avec une claire conscience de la nature des forces politiques qui y interviennent. Il s'agit de ne pas stériliser la lutte par le sectarisme, non de l'enfermer dans une illusoire « neutralité ».

La lutte énergique des résidents de la Sonacotra n'est nullement protégée contre le risque de s'enliser et de perdre son élan si les travailleurs les plus combatifs qui la prennent en charge ne comprennent pas la nécessité de dépasser les limites de la seule Sonacotra et d'aller, sans relâche, vers les autres prolétaires : vers les autres foyers Sonacotra, comme ils le font, mais aussi vers les autres foyers de travailleurs immigrés, qui connaissent les mêmes problèmes, et ont mené ou mènent des luttes similaires ; vers les foyers de jeunes travailleurs et de travailleuses, soumis au même encasernement ; vers les usines, où travailleurs immigrés et français, syndiqués ou non, sont exploités et luttent côte à côte, et où déjà sont appliquées certaines saisies sur salaires ; vers les organisations de masse embryonnaires que des ouvriers immigrés se donnent pour lutter notamment contre les expulsions et la surexploitation. Pour leur expliquer les raisons de la lutte, les appeler à rejoindre les comités de soutien, à élargir autour d'eux le travail d'agitation indispensable pour préparer une solidarité prolétarienne active ; mais aussi pour éveiller les autres ouvriers, en profitant de leur expérience, aux besoins de la lutte de défense. Seul un travail systématique et de longue haleine peut aider à tisser à la base, entre tous les prolétaires, des liens indispensables à l'union grandissante des travailleurs.

Presse du Parti programme communiste

REVUE THEORIQUE
N° 73 (avril 77)

- Changhaï, avril 1927. Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme
- Le tournant des Fronts populaires (II)
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III)
- Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit.

*

Nous saluons la publication en langue grecque de la brochure « Parti et classe » :

KOMMA KAI EPFAIKH TA H

qui contient les « Thèses sur le rôle du parti communiste » du II^e Congrès de l'IC (1920), « Parti et classe » (1921), « Parti et action de classe » (1921) ainsi que « Dictature prolétarienne et parti de classe » (1951). Elle constitue le premier volume des « Textes du parti communiste international » dans cette langue.

104 pages. Prix : 10 F. Commandes au « Prolétaire ».

*

Lisez et diffusez

il programma comunista

Permanences du Parti

- EN BELGIQUE
- A Bruxelles : les dimanches 8 mai et 12 juin, et en général le second dimanche de chaque mois, de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.
- EN FRANCE
- A Amiens, le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret).
 - A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 8 juin, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.
 - A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
 - A Lille : les dimanches 15 mai, et 5 et 19 juin de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.
 - A Lyon : le samedi 4 juin, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.
 - A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.
 - A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
 - A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couplès, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
 - A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

- EN SUISSE
- A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 7 mai et 4 juin, et en général tous les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

En Suisse, une grève qui dérange les habitudes

Après les typos anglais et français, américains et italiens et, plus récemment allemands et danois, c'est au tour des suisses de se mettre en mouvement. Durant trois jours les typos genevois se sont mis en grève. Véritable événement dans « l'Helvétie de la paix sociale » qui, depuis 29 ans, n'a pas connu d'interruption dans la parution de ses quotidiens...

Cette grève s'articulait sur trois revendications : 40 heures — intégration des auxiliaires dans le contrat — et le 13^e mois. L'importance de ces revendications est indéniable et le travail de mobilisation effectué pour aboutir à ce débrayage de trois jours a été considérable si l'on tient compte du nombre impressionnant de petites entreprises et du résultat de ce mouvement de grève suivi à environ 75 %.

On ne peut que se réjouir de ce coup de boutoir contre l'exécration « Paix du Travail » entretenue avec complaisance depuis 40 ans autour des tapis verts, par les patrons et les bonzes syndicaux.

Il est toutefois essentiel de mettre en lumière les lacunes du mouvement. D'abord la grève, dite d'avertissement, avait pour but de faire une simple pression sur les négociations paritaires engagées sur le plan fédéral entre la FST et la SSMI pour le renouvellement du contrat. La section genevoise

de la FST voulait que les délégués fédéraux à la négociation avancent les trois revendications, alors que le comité central FST refusait de négocier sur le 13^e mois (déjà accordé en 1972 par la SSMI et actuellement versé à 50 %). La section genevoise de la FST dans laquelle travaillent quelques gauchistes (LCR-CLP) a donc réussi à utiliser la seule arme possible, la grève, mais c'est amoindrir cette arme que d'en faire un simple support de la négociation au lieu de ne considérer la négociation que comme le simple épisode formel résultant d'un rapport de force favorable à construire par la grève.

Mais surtout, si le comité de grève s'est tenu au principe des revendications, il s'est, en revanche, déclaré prêt à transiger sur le délai de leur satisfaction.

Le résultat ? SSMI et FST ont pu se mettre d'accord sur les revendications mais ces dernières seront satisfaites très progressivement dans deux ou trois ans, vidant ainsi les objectifs de leur contenu.

Nous espérons qu'à l'avenir ces pièges puissent être évités.

FST : fédération suisse des typos - SSMI : société suisse des maîtres imprimeurs - LMR : ligue marxiste révol. IV^e - CLP maoïstes : centre de liaison politique.